

## Extrait du compte rendu de la 582e réunion du Conseil de l'UEO (23 septembre 1981)

**Légende:** Le 23 septembre 1981, lors de la 582e réunion du Conseil de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), le sous-secrétaire d'État adjoint au ministère des Affaires étrangères et du Commonwealth Sir Ewen Fergusson revient sur la récente visite d'une délégation britannique à Moscou. En ce qui concerne la réduction des missiles soviétiques à longue portée déployés dans la partie occidentale de l'URSS, le gouvernement britannique continue à penser que les offres soviétiques doivent être rejetées. En effet, la dernière proposition, datant de décembre 1979, demandait l'abandon par l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) des plans de déploiement des missiles Cruise et Pershing, mais excluait les missiles soviétiques SS-20, pouvant être pointés sur l'Europe occidentale à partir de l'est de l'URSS. Quant à la zone géographique d'application d'une future conférence sur le désarmement en Europe, les Soviétiques proposent d'élargir la zone à l'espace aérien et aux régions maritimes et océaniques contigus à l'Europe. L'ambassadeur français Emmanuel de Margerie se félicite de cet échange sur les grands sujets d'actualité qui a, selon lui, permis de montrer l'utilité et la vitalité de l'UEO.

**Source:** Conseil de l'Union de l'Europe occidentale. Extrait du compte rendu de la 582e réunion du Conseil de l'UEO le 23 septembre 1981. VI. Questions diverses. CR (81) 13. 2 p. Archives nationales de Luxembourg (ANLux). <http://www.anlux.lu>. Western European Union Archives. Secretariat-General/Council's Archives. 1954-1987. Foundation and Expansion of WEU. Year: 1975, 01/02/1975-30/12/1982. File 132.15. Volume 5/7.

**Copyright:** (c) WEU Secretariat General - Secrétariat Général UEO

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/extrait\\_du\\_compte\\_rendu\\_de\\_la\\_582e\\_reunion\\_du\\_conseil\\_de\\_l\\_ueo\\_23\\_septembre\\_1981-fr-a2768635-0bd7-4d6b-8a1f-906436f4bdae.html](http://www.cvce.eu/obj/extrait_du_compte_rendu_de_la_582e_reunion_du_conseil_de_l_ueo_23_septembre_1981-fr-a2768635-0bd7-4d6b-8a1f-906436f4bdae.html)

**Date de dernière mise à jour:** 25/10/2016



M. E. Longenotey, Secrétaire général, préside la séance.

VI. QUESTIONS DIVERSES

2. Echange d'informations sur des questions politiques

Estimant que le Conseil ne prête pas suffisamment attention aux grands problèmes du jour de caractère politique ou autre, M. FACK voudrait poser une question à son collègue britannique et adresser une suggestion au représentant de l'Allemagne.

Tout récemment, le leader, son adjoint et plusieurs députés de l'opposition de Sa Majesté se sont rendus à Moscou. Les autorités néerlandaises croient savoir que de très importantes questions concernant le contrôle des armements et le désarmement ont été examinées au cours de cette visite, et par la suite diverses déclarations ont paru dans la presse. L'Ambassadeur se demande donc si, dans l'intérêt de l'ensemble du Conseil, son collègue britannique ne pourrait pas donner des renseignements complémentaires sur cette question, dans le cadre intime de la salle du Conseil.

M. FERGUSSON indique qu'il a reçu la visite de MM. Foot et Healey, au ministère des affaires étrangères et du Commonwealth, avant leur départ pour Moscou, et qu'il était présent la veille, 22 septembre, lorsque M. Healey est venu voir le Lord du Sceau privé, M. Atkins, en rentrant de Moscou.

Dans la mesure où les forces nucléaires de théâtre et les entretiens dans le cadre de la C.S.C.E. à Madrid ont été évoqués à Moscou, et dans la mesure où quelque chose de nouveau s'est dégagé de cette visite, le ministère des affaires étrangères et du Commonwealth veillera naturellement à ce que les gouvernements membres de l'OTAN soient informés comme il convient.

En ce qui concerne l'opposition de Sa Majesté, cette visite a eu lieu au plus haut niveau et une réaction initiale aux remarques de M. Foot a été exprimée par M. Hurd, ministre d'Etat au ministère des affaires étrangères et du Commonwealth, le 18 septembre, à la radio et à la télévision.

S'agissant de la modernisation des forces nucléaires de théâtre, le point essentiel est de savoir s'il y a quelque chose de nouveau dans ce qu'a dit M. Brejnev au sujet de la volonté des Soviétiques d'accepter une réduction de leurs missiles à longue portée déployés dans la partie occidentale de l'U.R.S.S. Après un examen très approfondi de la question, et compte tenu du fait que les remarques de M. Brejnev à MM. Foot et Healey ont été remises à la délégation parlementaire après les entretiens et qu'il a donc pu les étudier attentivement, le gouvernement britannique ne croit pas qu'elles contiennent quelque chose de nouveau. En fait, l'offre renvoie au discours prononcé par M. Brejnev le 6 octobre 1979 à Berlin-Est. Antérieurement à la décision prise par l'OTAN en décembre 1979, M. Brejnev, dans le discours

.../...

U.E.O. CONFIDENTIEL

qu'il a prononcé à Berlin-Est, a fait la même offre générale de réductions, à condition que les plans de l'OTAN pour le déploiement des missiles Cruise et Pershing soient abandonnés. Comme le Conseil s'en souviendra, l'Alliance de l'Atlantique Nord a rejeté cette offre en décembre 1979, parce qu'elle se serait trouvée sans aucun moyen pour influencer sur l'étendue des réductions soviétiques, et l'offre s'appliquait seulement à la partie occidentale de l'Union soviétique, alors que le missile mobile soviétique SS-20, qui préoccupait tant l'Alliance, pouvait être pointé sur presque toute l'Europe occidentale à partir de l'est de l'Oural.

Comme on le voit, le rejet de cette offre soviétique par l'Ouest s'est révélé être la bonne solution, et l'Union soviétique a été forcé de venir à la table de négociation. Il faut espérer que la réunion en cours à New-York entre M. Haig et M. Gromyko débouchera sur une date ferme pour l'ouverture des négociations entre l'Union soviétique et les Etats-Unis.

Le gouvernement britannique continue à penser que les offres soviétiques portant sur ce genre de réductions doivent être rejetées, parce qu'autrement rien n'incitera les soviétiques à négocier sérieusement. De toute façon, il reste suffisamment de temps pour que les négociations arrivent à un point auquel un niveau réduit de déploiement - et même un niveau "d'option zéro" - serait possible, puisque le déploiement des armes nucléaires modernisés à longue portée de l'OTAN ne doit commencer que dans deux ans.

Pour ce qui est d'une conférence sur le désarmement en Europe, il semble y avoir une importante omission dans ce qu'a dit M. Brejnev, à savoir la couverture du territoire nord américain. Il a dit apparemment, à propos de la zone géographique d'application d'une future conférence sur le désarmement en Europe, que la zone d'application de ces mesures devrait être étendue par exemple aux régions maritimes et océaniques et à l'espace aérien contigus à l'Europe. Il faut espérer que ceci reflète la nécessité pour les Soviétiques d'adopter une position de négociation plus réaliste lors des entretiens de Madrid qui vont reprendre à la fin octobre. Un texte occidental sur le champ d'application géographique a été présenté à l'Union soviétique en juillet, mais celle-ci a déposé un texte qui est manifestement inacceptable. En fait, il n'est pas certain que cette réaction immédiate de la part des Soviétiques ait jamais dû être interprétée comme leur position finale de négociation, mais évidemment, dans la période précédant la reprise des entretiens, prévue pour la fin octobre, et après la reprise de la conférence de Madrid, cette question devra être négociée très sérieusement par les partenaires occidentaux.

M. FACK observe que tous les gouvernements membres sont aux prises avec des problèmes extrêmement complexes portant sur la sécurité, le contrôle des armements et le désarmement. Il est donc particulièrement reconnaissant au représentant britannique d'avoir communiqué ces renseignements au Conseil, et il est persuadé que ses collègues partagent ce sentiment.

M. de MARGERIE voudrait dire à quel point il lui paraît utile pour les travaux du Conseil que son collègue l'Ambassadeur des Pays-Bas ait soulevé la question qu'il a posée et que le représentant du Royaume-Uni lui ait donné les informations très intéressantes que l'on vient d'entendre. Tels sont en effet les grands sujets de l'heure. Voilà ce qui compte, ce que sont les problèmes majeurs dont les gouvernements et les opinions publiques doivent tenir compte. L'Ambassadeur doit dire que, pour lui, l'échange qui vient de se dérouler représente ce qu'il se permettrait d'appeler une "bouffée d'air frais" dans les travaux du Conseil. Il tient à en remercier ses collègues et à dire que, si les travaux du Conseil peuvent de temps en temps toucher les grands sujets qui sont ceux qui doivent concerner les pays membres, l'U.F.O. aura ainsi montré d'une façon assez convaincante son utilité et sa vitalité.